

comme Boris Johnson peuvent tout aussi bien produire des miracles que des désastres.

### Danger pour le Brexit

Aussi, avant de tout miser sur le volatile Boris, les Tories doivent se poser trois questions essentielles. Première question : Boris Johnson pourra-t-il négocier un meilleur accord avec l'Union européenne que Theresa May ? Il prétend que oui, en combinant menace d'un « no deal » et charme personnel. En réalité, c'est fort peu probable. D'abord parce qu'à Bruxelles Johnson est détesté pour s'être gaussé pendant des années du projet européen. Mais aussi parce que faire des concessions excessives au Royaume-Uni mettrait en danger l'unité de l'Union. Nommer Boris Johnson Premier ministre augmenterait les risques d'un Brexit sans accord qui porterait un coup dur à l'économie britannique. Deuxièmement, Boris Johnson sera-t-il capable de diriger un gouvernement ? Son bilan n'est guère encourageant. S'il a été un maire de Londres plutôt populaire, son passage au Foreign Office a été calamiteux. Et il n'a jamais démontré qu'il avait les deux qualités qui définissent un dirigeant moderne : une puissance de travail et l'obligation de passer des compromis complexes.

Troisième question enfin, sera-t-il capable de préserver la cohésion du Royaume-Uni ? Le lien avec l'Ecosse est d'ores et déjà plus fragile qu'il ne l'a été depuis des décennies. L'Angleterre et l'Ecosse ont adopté des positions opposées sur le Brexit. L'impulsivité de Boris pourrait rompre les dernières amarres qui maintiennent l'Ecosse dans le royaume. Il est possible que Boris Johnson soit l'ultime atout dont a besoin le parti conservateur pour se refaire en tant que machine de campagne et force de gouvernement. Mais au cas où les choses tourneraient mal, le coût pourrait être extrêmement élevé. Un Brexit sans accord, l'éclatement du Royaume-Uni, l'arrivée d'un marxiste à Downing Street, cela fait longtemps que les enjeux n'ont pas été aussi importants, et les chances de réussite aussi ténues. ■

© The Economist - London 2019

## LEADERS

©The Economist

# Une météo de l'emploi au beau fixe

*Résultat d'une décennie de relance, la job machine fonctionne à plein dans les pays riches. Elle reflète aussi de vrais progrès structurels.*

**C**ontrairement à une opinion répandue, les pays riches connaissent un boom sans précédent de l'emploi. Aux Etats-Unis, le taux de chômage (3,6%) est à son plus bas depuis un demi-siècle. Les deux tiers des pays de l'OCDE enregistrent un taux record d'emploi parmi les 15 à 64 ans. Les Britanniques effectueront cette année 350 milliards d'heures de travail par mois, un score inédit. En Allemagne, les recettes fiscales sont en forte hausse grâce à la hausse des effectifs. Même en France, en Espagne et en Italie, où le chômage reste élevé, le taux d'emploi talonne ou dépasse le niveau de 2005.

Cette embellie est en partie cyclique, résultat d'une décennie de relance après la grande récession. Mais elle reflète aussi des progrès structurels. Les populations sont mieux éduquées ; les sites Web parviennent à rapprocher plus facilement offres et candidats ; et les femmes sont de plus en plus nombreuses à travailler. Ce sont elles qui représentent la quasi-totalité de la croissance du taux d'emploi depuis 2007. Enfin, les réformes des prestations sociales, moins généreuses et dont les conditions d'éligibilité ont été durcies, semblent inciter à chercher plus activement du travail.

Souvent annoncée, l'apocalypse des suppressions de postes liées à la robotisation n'a pas eu lieu. Certes, les emplois moyennement qualifiés se font plus rares du fait de l'expansion des services. Ainsi, en 2026, les Etats-Unis comptent plus d'aidants à domicile que de secrétaires. Quant à la précarité, aux Etats-Unis toujours, la proportion des temps plein était la même en 2017 qu'en 2005, l'économie collaborative n'y représentant qu'environ 1% des emplois. En France, malgré des réformes visant à

assouplir le marché, la proportion de nouvelles embauches en CDI a récemment atteint un record.

La vraie précarité se constate surtout dans les pays du sud de l'Europe comme l'Italie. La faute n'en incombe ni à un patronat particulièrement dur, ni aux technologies modernes, mais bien à une législation sclérosée qui bloque l'accès à l'emploi des jeunes afin de préserver les postes confortables de leurs aînés. Mais ailleurs, les avantages d'un emploi abondant se font partout sentir. Le fait que les employeurs soient demandeurs de personnel pousse les salaires à la

**Souvent annoncée, l'apocalypse des suppressions de postes liées à la robotisation n'a pas eu lieu.**

hausse. Les entreprises se tournent vers de nouveaux gisements potentiels de salariés, comme les anciens détenus ou les handicapés, et investissent plus dans la formation. La croissance de l'emploi contribue ainsi à remédier à certains maux sociaux.

Autant de réalités que les politiciens doivent prendre en compte. La gauche doit admettre que le sort des travailleurs s'améliore et qu'un petit boulot est préférable à l'inactivité. Et aussi que le boom de l'emploi est dû en partie aux réformes des allocations sociales auxquelles la gauche s'est souvent opposée avec véhémence. Quant à la droite, elle doit reconnaître que cette embellie s'est produite sans la suppression des réglementations qu'elle ne cesse de réclamer. Cette croissance de l'emploi ne sera pas éternelle. La prochaine récession y mettra fin. Mais en attendant, elle mérite qu'on l'apprecie à sa juste valeur. ■





# Des milliards contre le cancer

*La recherche révolutionne l'approche de la maladie. Elle a aussi fait exploser les budgets avant la commercialisation des traitements, et donc leur prix. La concurrence fait rage entre géants de la pharmacie.*

**L**e coût du cancer pour la société est colossal. 9,6 millions de morts en 2018. 18,1 millions de nouveaux cas recensés dans le monde. L'impact économique a été évalué, par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en 2010, à plus de 1 160 milliards d'euros. Mais l'immunothérapie et les nouvelles thérapies ont depuis révolutionné notre approche de la maladie. Certes, la facture continue de grimper en raison du nombre de nouveaux cas, mais avec de meilleurs taux de guérison, des soins moins lourds, elle pourrait être considérablement réduite. Pas dans l'immédiat. Car pour mettre au point ces nouvelles techniques, les laboratoires doivent investir des milliards et le coût des traitements est encore extrêmement élevé (*lire pages 58 à 60*).

Avec l'immunothérapie, il s'agit en effet de modifier les cellules du système immunitaire pour qu'elles reconnaissent et détruisent celles de la tumeur en fonction de leur profil moléculaire et génétique. Or il y a beaucoup de profils, y compris à l'intérieur d'une même tumeur. C'est cette diversité qui fait s'envoler les prix des nombreux « nouveaux anticancéreux » et l'économie des biotechnologies en général.

Sur fond de concurrence acharnée entre les géants pharmaceutiques. En cinq ans, 63 de ces traitements ont été lancés aux Etats-Unis dont 49 en immunothérapie. Difficile d'estimer le coût de développement total d'un médicament de ce type en tenant compte de tous les paramètres : recherche fondamentale, taux d'échec, essais cliniques successifs... « *C'est l'information clé qu'on voudrait tous avoir, mais c'est très compliqué* », relève Thomas Dubois, chef du département des relations internationales à l'Institut national du cancer (Inca).

## Querelle de chiffres

En 2014, le Tufts Center for the Study of Drug Development avait estimé à 2,6 milliards de dollars le montant des sommes engagées avant la commercialisation d'un nouveau traitement. Un chiffre remis en cause en 2017 par des experts du deuxième meilleur centre anticancer américain, le Memorial Sloan Kettering Cancer Center de New York. Sur dix traitements analysés, la fourchette va de 203 millions à 2,6 milliards d'euros pour le plus coûteux, avec une valeur moyenne de 900 millions. Derrière cette querelle de chiffres se profile la controverse sur les prix de ces traitements. Mais le coût de la recherche n'est pas près de baisser, car de nouvelles pistes sont sans cesse défrichées.

## ► Poids économique du cancer dans l'Europe des 27 (en milliards d'euros)

Total : 126 milliards



SOURCE : THE LANCET ONCOLOGY CALCUL PUBLIE EN 2013

## ► Ordonnance française

2,7 millions de séances de chimiothérapie dans les établissements de court séjour en 2017.

465 643 hospitalisations pour chirurgie du cancer.

SOURCE : INCA

Ainsi, les cellules T (pour tueuses) de notre système immunitaire peuvent désormais être prélevées, génétiquement modifiées in vitro pour cibler tel ou tel profil de tumeur, puis réinjectées dans l'organisme. Les fameuses CAR-T, après avoir été sacrées « découverte de l'année » en 2018, ont encore été le centre de toutes les attentions au congrès de l'American Society of Clinical Oncology (Asco) qui vient de s'achever à Chicago, le plus important rendez-vous mondial de la cancérologie. Pour l'instant, seules deux technologies CAR-T ont reçu l'autorisation de mise sur le marché : Yescarta, du groupe américain Gilead, et Kymriah, du suisse Novartis. En France, deux hôpitaux ont été labellisés « centre expert » en août 2018 pour l'utilisation de ces deux thérapies. Les prix fixés pour un patient en France ? 320 000 euros pour l'un et 350 000 euros pour l'autre.

En quelques années, la recherche a explosé et les essais cliniques se sont multipliés dans cette branche : 300 ont été lancés rien qu'en 2017. « *Il faut compter entre 150 000 et 300 000 euros par patient inclus dans un de ces essais*, note Philippe Archinard, PDG de la biotech française Transgene. Or si une cinquantaine ou une centaine de patients suffisent en phase 1 et 2, c'est plusieurs centaines qu'il faut compter pour une phase 3 préalable à la





## L'ÉCONOMISTE

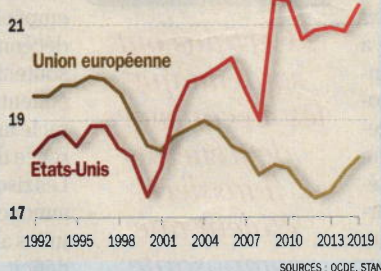
**THOMAS PHILIPPON,**  
PROFESSEUR À LA NEW YORK UNIVERSITY.  
TRIBUNE CO-ÉCRITE AVEC ANNE PERROT (PARIS 1)  
ET SÉBASTIEN JEAN (CEPII).

# L'Europe aussi sait faire émerger des géants industriels

*La politique de la concurrence de Bruxelles, qui a empêché la fusion Alstom-Siemens, est efficace car elle profite aux consommateurs. Et les refus de fusion restent rarissimes.*

Entre les géants de la tech américaine et les mastodontes industriels chinois, le Petit Poucet européen serait-il condamné à subir la loi de ces deux concurrents, faute de pouvoir regrouper ses forces à coups de concentrations ? C'est le questionnement qui affleure sous beaucoup des critiques reprochant à l'Europe sa naïveté à appliquer sa politique de la concurrence. En mettant en œuvre un mandat de défense des consommateurs et de préservation des conditions de concurrence, l'Europe tient ce cap. Ce qui ne semble pas être le cas des Etats-Unis, à en juger par la nette augmentation de la concentration et des marges des entreprises depuis le début de ce siècle. On aurait tort de s'en plaindre : de 2000 à 2015, les prix ont augmenté de 15% de plus aux Etats-Unis qu'en Europe, mais les salaires de seulement 7%. Pour un travailleur européen au salaire médian, cela représente une hausse de 8% du pouvoir d'achat en comparaison de son homologue américain. Cette concurrence soutenue en Europe n'a pas entravé l'investissement ni les gains de productivité comparativement aux Etats-Unis. Elle n'a pas, non plus, empêché l'émergence d'entreprises européennes de grande taille – sept refus depuis le début de la décennie sur près de 3 000 opérations notifiées. Imiter ce relâchement de la concurrence observé aux Etats-Unis n'est donc pas la bonne stratégie. Mais il faut savoir comment se défendre face à des pratiques contestables, comme en Chine, où l'Etat a souvent organisé les concentrations. La réponse tient

Marges bénéficiaires (en % de la valeur ajoutée)



Avec le mouvement de concentration aux Etats-Unis, les prix y ont augmenté de 15% de plus qu'en Europe de 2000 à 2015.

dans la bonne articulation de deux instruments. Tout d'abord, la politique de concurrence, compétente pour l'ensemble des effets sur le marché européen, même s'agissant d'entreprises étrangères. Elle doit être plus réactive pour que les acquisitions visant à étouffer la concurrence soient empêchées, y compris celles de jeunes pousses. Ensuite, la politique commerciale. L'exigence du principe de réciprocité doit être renforcée et portée au niveau européen par un « procureur commercial » pour mieux se protéger contre les pratiques déloyales : utilisation plus rapide des instruments de défense commerciale (antidumping et antisubventions), renégociation des règles multilatérales sur les subventions industrielles, recours bien ciblés auprès de l'OMC, réciprocité dans l'ouverture des marchés publics, filtrage des investissements étrangers directs... A condition de ne pas se tromper de priorité, le Petit Poucet ne manque pas d'instruments pour faire valoir efficacement ses intérêts. ■



L'expertise  
d'une grande banque  
privée. La proximité  
d'une structure  
à taille humaine



PATRICK  
GANANSIA  
Associé  
gérant

HEREZ.  
CONSEIL  
PATRIMONIAL  
DEPUIS 1995



**HEREZ**

LA CULTURE PATRIMOINE  
CONSEIL & GESTION

164, bd Haussmann 75008 Paris  
www.herez.com - 01 47 64 64 75



# Mirage économique

*La crise de 2008 a été dévastatrice pour la discipline économique, qui a entretenu l'illusion de la stabilité du système. Un essai remet en perspective l'actuel délitement du néolibéralisme. Extraits (p. 442 à 444).*

“ Nous voilà en présence de la reine d'Angleterre qui s'est immiscée de manière inattendue dans l'histoire de la pensée économique en posant, à l'occasion d'une visite à la London School of Economics en novembre 2018, une question devenue célèbre par sa fausse naïveté : « Mais pourquoi donc personne n'a-t-il rien vu venir ? » L'Académie des sciences britannique a apporté une des premières réponses circonstanciées. Premièrement l'existence d'une bulle immobilière spectaculaire aux Etats-Unis était très largement reconnue ; très peu nombreux en revanche étaient ceux qui en mesuraient la dimension systémique latente. Autrement dit, la plupart des observateurs (ou des « experts ») étaient convaincus que la hausse des prix de l'immobilier ne se perpétuerait pas éternellement et que le retournement avait de fortes chances de se produire sous forme d'un krach sévère – mais là s'arrêtait la prédiction. Sur-tout, la machinerie financière alimentant cette explosion des prix était mal comprise et presque personne n'imaginait les conséquences systématiques qu'aurait l'explosion de la bulle. Il est faux de prétendre, comme on l'entend parfois, que les crises financières précédentes n'étaient pas présentes à l'esprit. Mais ce regard rétrospectif conduisait parfois, au contraire, à une conclusion paradoxale. Le dernier quart du xx<sup>e</sup> siècle avait en effet été particulièrement riche en crises financières, des krachs boursiers de 1973-1974 à l'éclatement de la bulle Internet en passant par la crise des *savings and loan* à la fin des années 1980. Beaucoup, après coup, en déduisaient que l'on aurait dû considérer cette



Montevani/Gallimard

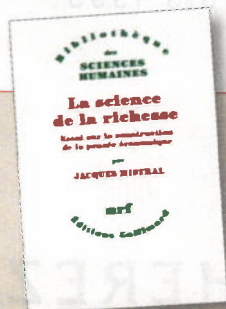
*« Certains ont soutenu que les mécanismes de frénésie haussière étaient une composante du miracle américain. »*

*Jacques Mistral, économiste, conseiller spécial à l'Institut français des relations internationales et senior fellow de la Brookings Institution à Washington.*

succession d'événements comme un avertissement suffisant sur les risques inhérents au système ; certains économistes ont en effet précocement suggéré que ces crises financières devenaient au fil du temps plus fréquentes et plus sévères. A l'inverse, nombreux étaient ceux qui à Washington et à New York soutenaient que ces « accidents » n'avaient pas empêché l'économie américaine de connaître la décennie « fabuleuse ». Une minorité allait jusqu'à soutenir que ces mécanismes de frénésie haussière étaient l'une des composantes essentielles du miracle américain depuis le xix<sup>e</sup> siècle et que la récurrence du krach en était le prix.

Les risques d'instabilité ont été clairement perçus et annoncés : malheureusement, une partie des inquiétudes allait se révéler hors sujet (ceux portant sur le déficit extérieur) et si la plupart concernaient à juste titre le marché immobilier, la profondeur et la fragilité des liens noués au sein du système financier étaient gravement sous-estimées, en particulier parce que l'information statistique qui aurait été nécessaire n'existait pas ; quant au risque lié au gonflement excessif des liquidités sous la présidence d'Alan Greenspan à la Réserve fédérale des Etats-Unis, il était bien perçu en Europe, mais l'absence de pressions inflationnistes rendait les cris de Cassandre inaudibles. La tragédie de la pensée économique contemporaine, ce n'est donc pas qu'elle n'ait pas prévu la crise, une bonne partie de la profession avait joué son rôle de lanceur d'alertes, mais une autre partie avait dramatiquement contribué à entretenir une confiance aveugle dans la stabilité du système.

”



**LA SCIENCE DE LA RICHESSE**, de Jacques Mistral, Gallimard, 496 p., 24,50 euros.

**Notre avis.** Avec ce monumental essai sur la construction de la pensée économique, qu'il appelle la science de la richesse, le polytechnicien-économiste Jacques Mistral prend une dimension d'intellectuel de premier plan. Accessible, le livre enjambe les siècles et plonge dans les racines d'une science méprisée

des politiciens, et pourtant engendrée par la philosophie politique. Même si elle a été avalée par les formules mathématiques et les séries statistiques, l'économie est fondamentale en ce qu'elle forme les temps modernes par son exploration du rôle des individus et des organisations, les fameux « agents

économiques », dont la rationalité, les intérêts et les luttes supposées occupent les grands esprits dont Mistral fait son miel. De Montesquieu à Keynes, en passant par Montchrestien et Friedman, on déambule dans une histoire de la recherche du progrès. Dommage qu'il n'y ait pas d'index. **P.-H. M.**